

CONSOMMATEURS-TRICES EN CRISE :

UN PROGRAMME D'ACTION POUR LES FUTURS SYSTÈMES ALIMENTAIRES



**CONSUMERS
INTERNATIONAL**

TRAVAILLONS ENSEMBLE
POUR LE CHANGEMENT

LE POINT DE VUE DES CONSOMMATEURS-TRICES SUR LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE

L'impact de la crise alimentaire a été immédiat, généralisé et dévastateur – Au travers d'une enquête sur le coût de la vie menée par Consumers International, 66% des groupes de consommateurs-trices ont indiqué que plus de la moitié de la population avait été « gravement touchée » par la hausse des prix des denrées alimentaires. Ceci se traduit par exemple par la nécessité de sauter des repas ou de compter sur l'aide gouvernementale.

L'insécurité alimentaire nuit également à la protection sanitaire, à la santé et à la durabilité des aliments – les participant-e-s aux dialogues de Consumers International au Kenya, en Indonésie et en Équateur ont prévenu que la réduction du pouvoir d'achat compromettrait les options de choix des consommateurs-trices, soulignant que "si ce que nous obtenons ne peut pas nous sustenter, nous mangerons ce que nous trouvons".

Cette crise a mis en évidence la fragilité de la centralisation excessive de nos systèmes alimentaires – les défenseur-e-s des consommateurs-trices en Indonésie ont démontré comment la dépendance à l'égard des importations avait miné la production locale et affaibli la capacité à répondre à la crise, tandis qu'en Équateur, il a été souligné l'importance de chaînes d'approvisionnement plus courtes et plus flexibles.

Seuls des systèmes alimentaires durables peuvent protéger les consommateurs-trices – interrogés sur les actions prioritaires pour atténuer la crise alimentaire, 78% des groupes de consommateurs-trices ont affirmé "soutenir une production agricole plus diversifiée et durable" tandis que les participant-e-s au dialogue au Kenya ont souligné le rôle clé de la crise climatique dans l'insécurité alimentaire.

Une action immédiate est nécessaire pour transformer les systèmes alimentaires – 83% des groupes de consommateurs-trices ont souligné la nécessité d'augmenter de toute urgence les protections pour les consommateurs-trices, tandis que seulement 19% ont déclaré être satisfait-e-s de la réponse de leur gouvernement.

UN PROGRAMME D'ACTION POUR LES FUTURS SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Dans cette optique des droits et des besoins des consommateurs-trices, il est clair que les gouvernements doivent agir maintenant pour construire des systèmes alimentaires qui soient équitables et durables, fondés sur la résilience et la diversité.

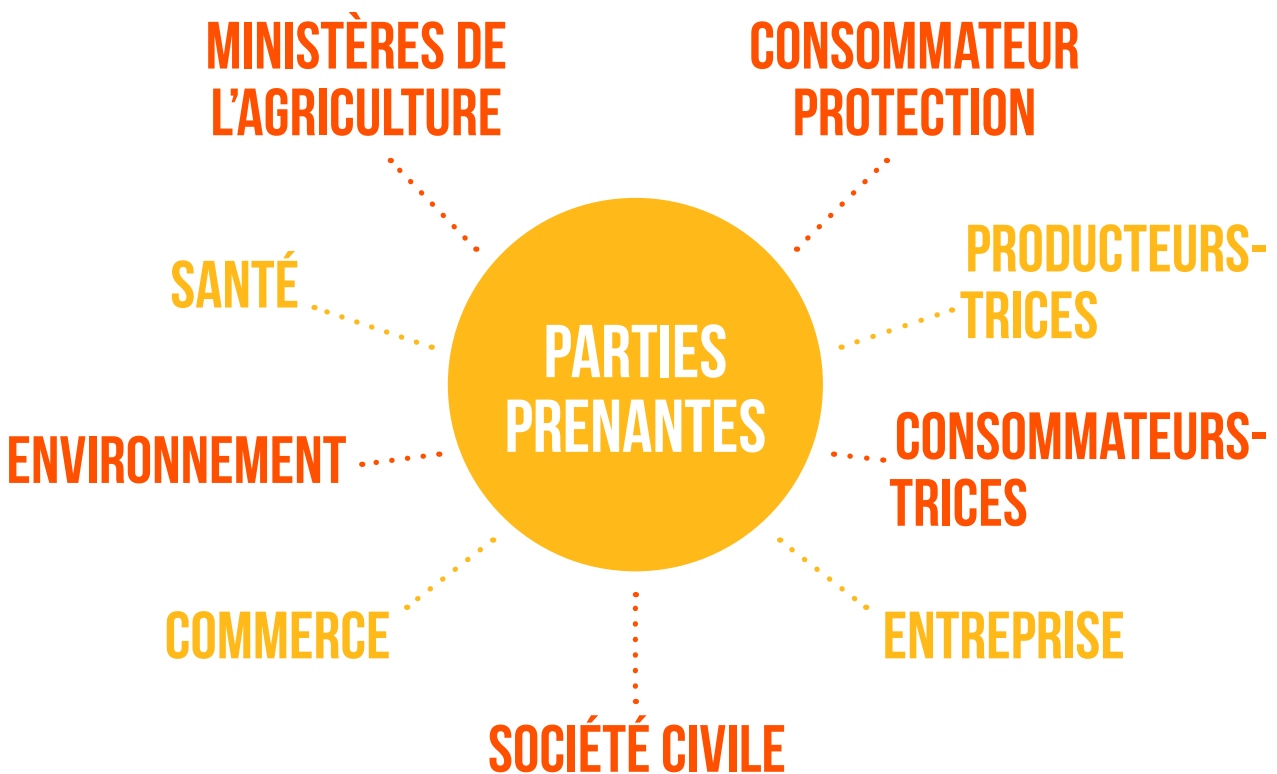
Le défi est d'y parvenir sans compromettre les besoins de ceux qui souffrent aujourd'hui. Depuis plus de 60 ans, Consumers International représente la voix mondiale des consommateurs-trices auprès des décideurs internationaux. En collaboration avec nos 200 membres de défense des consommateurs-trices du monde entier, nous avons élaboré un programme d'action pour les futurs systèmes alimentaires qui offre une vision sur la voie à suivre :

- 1. Protection des consommateurs-trices lors des crises, aujourd'hui et à l'avenir** – par le biais d'un soutien d'urgence aux personnes vulnérables ; d'une action contre les prix excessifs ; et d'une coopération internationale pour garantir l'accès à tous.
- 2. Construire des chaînes d'approvisionnement ancrées dans la souveraineté alimentaire et l'agroécologie** – en connectant producteurs-trices et consommateurs-trices dans les systèmes alimentaires locaux ; en investissant dans des infrastructures partagées ; et en réorientant les subventions pour donner la priorité aux personnes et à la planète.
- 3. Transformer les environnements alimentaires pour rendre une bonne alimentation accessible à toutes et tous** – grâce à l'application de normes plus strictes en matière de sécurité, de nutrition et de durabilité ; rendre la bonne nourriture plus abordable ; et transformer l'écosystème de l'information.
- 4. Développer des cadres de gouvernance alimentaire inclusifs et ambitieux** – en permettant une diversité de voix ; l'établissement d'une gouvernance transversale ; et la mise en œuvre de cadres de prise de décision centrés sur le bien-être social et environnemental.

Partout dans le monde, la flambée des prix et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mettent les consommateurs-trices en danger et compromettent leur accès aux produits de première nécessité. La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont révélé la fragilité fondamentale de nos systèmes alimentaires mondiaux, ceux-ci, depuis longtemps, ne parviennent pas à répondre aux besoins des personnes et de la planète, et requièrent donc une transformation de toute urgence.

Lors du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires de 2021, Consumers International, accompagné de 200 organisations membres dans plus de 100 pays, [a appelé à une action inclusive et transversale](#) pour transformer les systèmes alimentaires. Depuis le sommet, Consumers International a travaillé avec des défenseur-e-s des consommateurs-trices du monde entier pour comprendre comment cette crise affecte les gens et comment les réponses d'urgence peuvent - et doivent - être alignées sur la transformation des systèmes alimentaires.

En partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), nous avons organisé des dialogues nationaux au Kenya, en Indonésie et en Équateur - trois pays où les défis conjugués de la faim, de la santé et du climat causent de graves dommages aux consommateurs-trices. Chaque dialogue a réuni environ 50 parties prenantes des systèmes alimentaires, y compris des responsables des gouvernements nationaux et locaux, afin d'identifier les actions essentielles nécessaires pour protéger les consommateurs-trices vulnérables et promouvoir des systèmes alimentaires durables.



Les enseignements tirés de ces dialogues, ainsi que les idées de l'ensemble de nos membres dans le monde, constituent la base de ce programme d'action pour les futurs systèmes alimentaires.

LE POINT DE VUE DES CONSOMMATEURS-TRICES SUR LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE

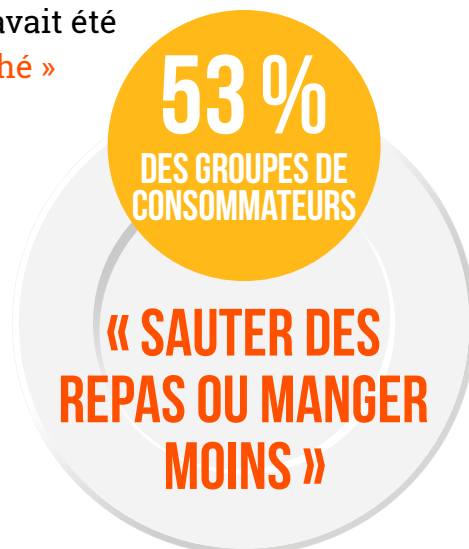
L'impact de la crise alimentaire a été immédiat, généralisé et dévastateur :

Partout dans le monde, le problème de la crise alimentaire est à l'ordre du jour – pour les gouvernements, pour les groupes de consommateurs-trices et pour les personnes qu'ils représentent. L'alimentation a toujours été une priorité absolue pour la défense des consommateurs-trices. En 2020, plus de 70% des membres de Consumers International travaillaient activement sur les systèmes alimentaires. Cependant, beaucoup adoptent désormais une nouvelle orientation ou amplifient celles qui existent; certains abordent la question de la sécurité alimentaire pour la première fois, après avoir mis l'accent sur la protection, la nutrition ou la durabilité. Dans une enquête récente sur le coût de la vie qui a été menée auprès des groupes de membres de Consumers International, 91% des personnes interrogées ont indiqué qu'elles surveillaient actuellement les prix des denrées alimentaires.



Chaque répondant a souligné que les prix alimentaires ont augmenté dans leur pays depuis le début de la crise, en de nombreux cas dépassant **50 %** ou même **100 %** – et souvent au-delà du niveau indiqué par les données gouvernementales sur les prix

L'impact sur les consommateurs a été également répandu ; **66 %** des participant-e-s ont déclaré que plus de la moitié de la population avait été « gravement touché »



Chaque répondant-e a souligné que les prix des denrées alimentaires ont augmenté considérablement dans leur pays depuis le début de la crise, dans certains cas, des hausses de plus de 50%, voire même 100% - et souvent au-delà du niveau indiqué par les données gouvernementales sur les prix. L'impact sur les consommateurs-trices est général ; 66% des participant-e-s ont indiqué que plus de la moitié de la population de leur pays avait été « sérieusement touchée ». Parmi les exemples de cet impacts, les

participant-e-s ont indiqué le fait de « sauter des repas ou manger moins » (53% des groupes de consommateurs-trices reportant ceci comme un problème répandu dans leur pays), et de devoir « attendre une aide du gouvernement ou d'une association caritative pour accéder à la nourriture » (identifié par 47% des participant-e-s).

Nos dialogues nationaux au Kenya, en Équateur et en Indonésie ont présenté une autre source de préoccupation. En effet, les défenseur-e-s des consommateurs-trices ont souligné à quel point la nature transversale de cette crise masque toute l'ampleur du défi auquel les consommateurs-trices sont confrontés sur le marché. La hausse des prix des denrées alimentaires est rendue beaucoup plus préjudiciable car elle est associée au contexte de la hausse des prix de l'énergie et de la perte des moyens de subsistance, avec des répercussions identifiées sur l'accès aux services de santé, à l'éducation, au logement et à bien d'autres besoins fondamentaux. Les participant-e-s ont également noté la répartition inégale de la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire, en particulier pour les consommateurs-trices ayant des faibles revenus et qui dépendent des produits les plus économiques, produits dont les prix augmentent beaucoup plus rapidement que le panier moyen de biens.

L'insécurité alimentaire nuit également à la protection sanitaire, à la santé et à la durabilité des aliments:

L'accès réduit à la nourriture peut servir de multiplicateur de la menace, intensifiant les nombreux défis existants des systèmes alimentaires. Cela est ressenti en premier lieu par les consommateurs-trices eux-mêmes ; un défenseur des consommateurs-trices au Kenya a noté que "si ce que nous obtenons ne peut pas nous sustenter, nous mangerons tout ce que nous trouvons". À mesure que leur pouvoir d'achat diminue, les consommateurs-trices sont obligé-e-s de se tourner vers des options moins sûres, moins saines et moins respectueuses de l'environnement. La hausse des prix est donc un obstacle majeur non seulement à la sécurité alimentaire, mais aussi à l'accès à des régimes alimentaires plus nutritifs et durables.

Toutefois, cet impact transversal va au-delà des choix des consommateurs-trices ; les autorités envisagent désormais de faire des compromis sur les normes, les défenseur-e-s des consommateurs-trices signalant que de nombreux gouvernements poursuivent la déréglementation dans le but d'augmenter l'offre. Une réponse irréfléchie à la crise alimentaire pourrait affaiblir les protections contre d'autres menaces pour la santé humaine et pour l'environnement, prenant pour exemple la réglementation sur les antibiotiques et les intrants chimiques, ou les incitations favorisant les pratiques de production alimentaire plus agroécologiques. Les voix des consommateurs-trices nous rappellent que le droit à l'alimentation implique nécessairement un droit à une alimentation sûre, saine et durable.

Cette crise met en évidence la fragilité de nos systèmes alimentaires centralisés:

Pour construire des systèmes alimentaires résilients, il faut regarder au-delà des causes immédiates de la crise et reconnaître les vulnérabilités systémiques qui rendent les chocs d'approvisionnement (tels que les conflits et le COVID-19) si dévastateurs. Un des facteurs clé identifié dans un large éventail de contextes était la dépendance des marchés aux chaînes d'approvisionnement alimentaire longues, complexes et rigides, celles-ci laissant les consommateurs-trices dans une position de vulnérabilité face à la volatilité du commerce international. En Indonésie, les parties prenantes ont souligné à quel point la dépendance aux importations avait sapé les systèmes alimentaires locaux, la monoculture pour l'exportation étant plutôt privilégiée. En Équateur, la discussion s'est concentrée sur les succès rencontrés par les chaînes d'approvisionnement plus courtes, fondées sur les principes de la souveraineté alimentaire, apportant de nombreux avantages aux personnes et à la planète.

Bon nombre des problèmes structurels auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires semblent provenir d'un manque de diversification ; d'une biodiversité insuffisante dans la production alimentaire à des marchés centralisés qui menacent de marginaliser les consommateurs-trices et les producteurs-trices. De nombreux groupes de consommateurs-trices ont suggéré que les hausses de prix, par exemple, ne peuvent être attribuées uniquement aux marchés de l'offre et de la demande, et qu'elles sont en fait essentiellement d'une recherche de profit, rendu possible par un manque de concurrence. Les participant-e-s au dialogue du Kenya ont noté que ce problème est bien antérieur à la crise actuelle et ont appelé à une action renforcée de la part des autorités de la concurrence pour assurer un marché alimentaire équitable - un appel qui a été repris dans de nombreux contextes.

Seuls des systèmes alimentaires durables peuvent protéger les consommateurs-trices :

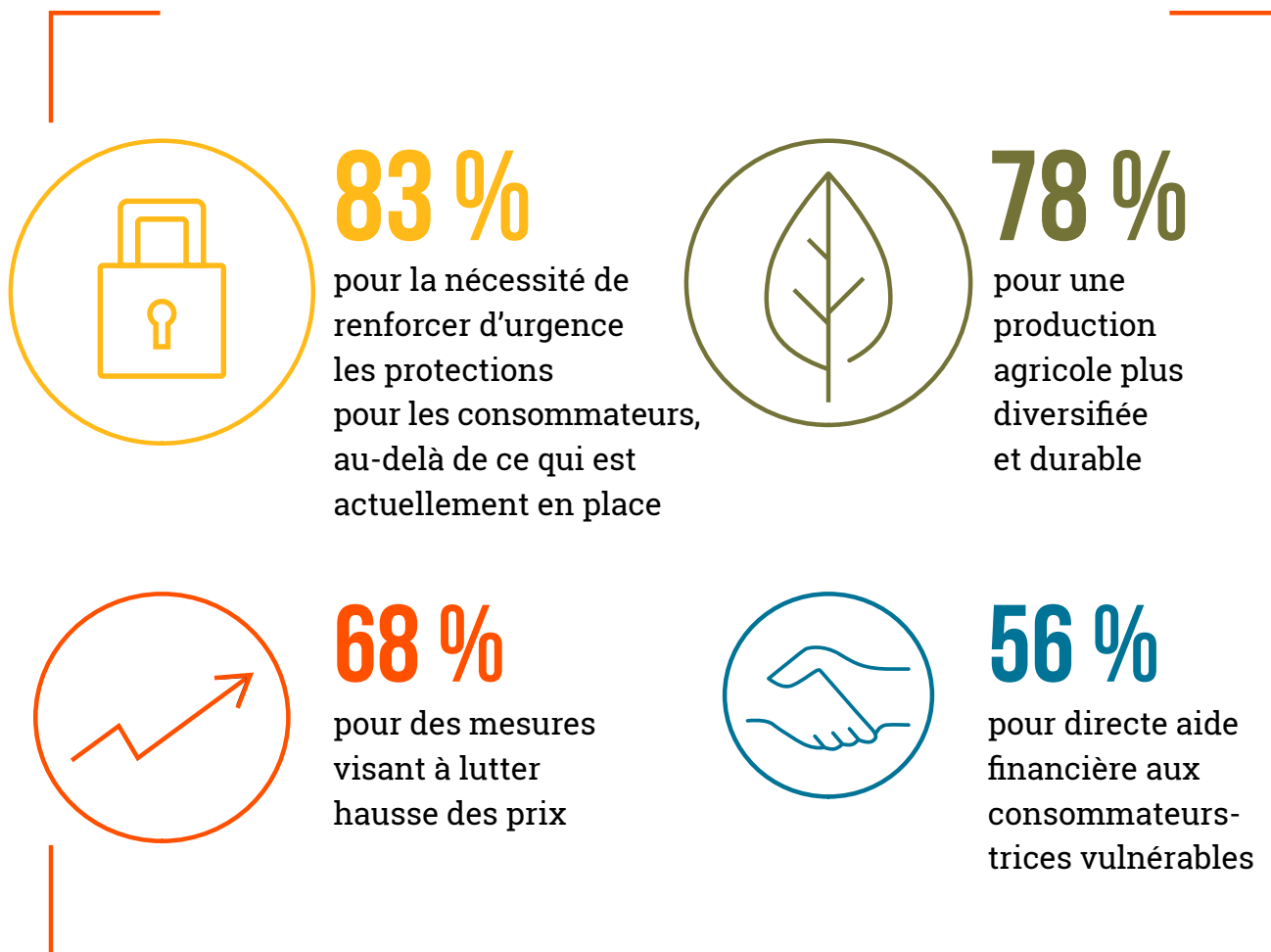
La dégradation de l'environnement est un autre facteur important expliquant la gravité de cette crise alimentaire. Au Kenya, par exemple, la sécheresse reste le facteur le plus important de la faim et de la hausse des prix, certains agriculteurs-trices perdant jusqu'à 70% de leurs récoltes cette année. À leur tour, les défaillances des systèmes alimentaires ont joué un rôle clé dans l'escalade de la crise climatique, étant responsables d'environ un tiers des émissions mondiales et d'un facteur majeur de perte de biodiversité. Il en résulte une boucle de rétroaction dangereuse, dans laquelle les systèmes alimentaires contribuent à la crise climatique ; la crise climatique entraîne la crise alimentaire ; et la crise alimentaire détourne l'attention de la nécessité de construire des systèmes alimentaires plus durables.

Pour les défenseur-e-s des consommateurs-trices, les efforts dans la lutte contre la faim ne sont pas antagonistes aux besoins de fournir des systèmes alimentaires durables, des systèmes basés sur une production agroécologique et des chaînes d'approvisionnement équitables. Interrogés sur les actions nécessaires pour répondre à la crise alimentaire, 78% des participant-e-s des groupes de consommateurs-trices ont souligné la nécessité d'une production agricole plus diversifiée et durable. Les défis de la faim et du climat se rejoignent, et les solutions aussi - les dialogues nationaux ont souligné le rôle crucial des coûts pour le déblocage de régimes alimentaires plus durables et ont discuté de la manière dont la lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaires pourrait réduire simultanément les émissions de gaz à effet de serre et les prix des denrées alimentaires.

Une action immédiate est nécessaire pour transformer les systèmes alimentaires:

Il y a une perception claire parmi les défenseur-e-s des consommateurs-trices que les réponses à la crise alimentaire sont largement insuffisantes, et que bon nombre des actions qui sont entreprises peuvent être mal orientées. 83% des participant-e-s à l'enquête ont souligné la nécessité de renforcer de toute urgence les protections des consommateurs-trices, et seulement 19% ont déclaré être satisfait-e-s de la réponse de leur gouvernement à la problématique de la hausse des prix (contre 48% d'insatisfait-e-s). Les raisons invoquées pour expliquer ce mécontentement vont de la frustration, citant souvent l'accent mis sur l'augmentation de la production à tout prix, sans tenir compte des besoins complexes des personnes et de la planète - au désespoir, signalant que les luttes des consommateurs-trices étaient totalement ignorées.

Les dialogues nationaux ont permis d'élargir cette vision d'action, en soulignant le rôle clé de la gouvernance des systèmes alimentaires à la fois dans la réponse à la crise à court terme et dans les transformations nécessaires à long terme. Les participant-e-s ont souligné la nécessité d'une gouvernance qui soit plus inclusive et plus responsable - engageant les voix des consommateurs-trices et d'autres groupes clés, en particulier les voix des producteurs-trices. Un autre message clé était que la gouvernance doit être plus transversale, de nombreux participant-e-s soulignent une déconnexion entre les différentes branches de l'action de la politique alimentaire. Sans coordination entre la réponse à la crise et la transformation des systèmes alimentaires, il ne sera pas possible de réaliser des progrès sur l'un ou l'autre front.



UN PROGRAMME D'ACTION POUR LES FUTURS SYSTÈMES ALIMENTAIRES

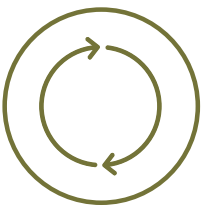
Nos systèmes alimentaires ne sont pas adaptés à notre futur ; les besoins des personnes et de la planète ne sont pas satisfait-e-s. Injecter de plus en plus de ressources dans ce système en échec ne résoudra pas la crise actuelle, mais bien au contraire entraînera des défis encore plus grands pour les générations futures. La solution est claire : investir maintenant dans la construction de systèmes alimentaires véritablement équitables et durables, fondés sur la résilience et la diversité.

Nombre des actions cruciales nécessaires ont été identifiées depuis longtemps. Lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021, Consumers International et ses membres ont lancé [un appel à l'action](#) soulignant la nécessité de "solutions centrées sur les personnes" - celles qui incluent et autonomisent les communautés et les circonscriptions défaillantes des systèmes alimentaires. Les domaines d'action principaux identifiés – sécurité et sûreté alimentaire ainsi que les environnements alimentaires et chaînes d'approvisionnement équitables et durables – restent cruciaux.

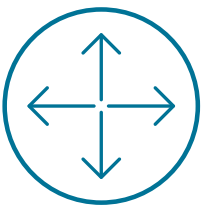
Le défi pour les gouvernements est de savoir comment réaliser cette transformation indispensable, tout en répondant simultanément aux besoins urgents des consommateurs-trices dans un contexte de crise. Ce programme d'action pour les futurs systèmes alimentaires - s'appuyant sur les contributions de groupes de consommateurs-trices du monde entier et d'un large éventail de parties prenantes clés des systèmes alimentaires - offre un aperçu de ce qui est nécessaire pour réaliser cette transformation, tout en restant focalisé sur les besoins des personnes et de la planète :



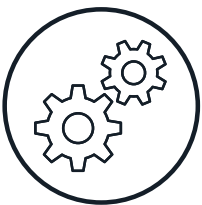
1. PROTÉGER LES CONSOMMATEURS-TRICES LORS DES CRISES, AUJOURD'HUI ET À L'AVENIR



2. CONSTRUIRE DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ANCRÉES DANS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET L'AGROÉCOLOGIE



3. TRANSFORMER LES ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES POUR RENDRE LA BONNE NOURRITURE ACCESSIBLE À TOUS



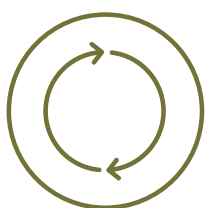
4. DÉVELOPPER DES CADRES DE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE INCLUSIFS ET AMBITIEUX



PROTECTION DES CONSOMMATEURS-TRICES LORS DES CRISES, AUJOURD'HUI ET À L'AVENIR

Avant tout, une action urgente est nécessaire pour protéger les besoins immédiats des consommateurs-trices, y compris le droit à l'alimentation ; construire pour l'avenir ne peut justifier de négliger ceux qui souffrent aujourd'hui. Les actions clés comprennent :

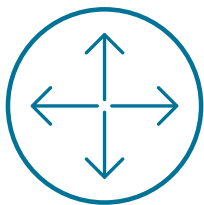
- Fournir un soutien alimentaire et financier directement aux personnes dans le besoin - pas uniquement comme une mesure d'urgence, mais tant que cela sera nécessaire, grâce à des mécanismes de protection sociale durables qui pourront être maintenus pour les crises futures.
- Prendre des mesures contre les hausses de prix excessives, comme celles causées par les prix abusifs et la spéculation. Outre les sanctions immédiates pour les responsables, il sera nécessaire d'établir des mesures à plus long terme pour renforcer la concurrence sur le marché.
- Offrir un soutien international aux gouvernements qui peinent à aider les consommateurs-trices ; depuis l'annulation de la dette, ou d'autres options afin de créer un espace budgétaire, à la transformation des règles commerciales afin de construire une économie mondiale plus juste.



CONSTRUIRE DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ANCRÉES DANS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET L'AGROÉCOLOGIE

Les systèmes alimentaires résilients ne peuvent pas être mis en place uniquement en modifiant les pratiques de production ; les chaînes d'approvisionnement alimentaire doivent également être transformées. Cela impliquera la création de nouveaux liens, en particulier au niveau local, qui pourront façonner le futur marché alimentaire. Les actions clés comprennent :

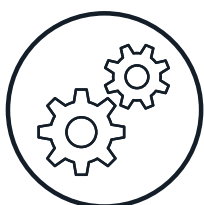
- Soutenir les liens entre les producteurs-trices et les consommateurs-trices ; à la fois pour permettre un plaidoyer collectif en faveur de la transformation des systèmes alimentaires et pour établir des chaînes d'approvisionnement locales centrées sur l'équité et la durabilité.
- Investir dans les infrastructures – à la fois physiques et numériques – permettant de nouvelles connexions et de nouveaux modèles de chaîne d'approvisionnement. Une infrastructure publique en libre accès est particulièrement cruciale pour un marché équitable et diversifié.
- Changer les subventions pour donner la priorité aux personnes et à la planète, plutôt que de maintenir des systèmes défaillants. Soutenir les systèmes alimentaires locaux doit être une priorité absolue, ainsi que l'octroi de subventions au niveau des consommateurs-trices pour promouvoir l'accessibilité.



TRANSFORMER LES ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES POUR RENDRE LA BONNE NOURRITURE ACCESSIBLE À TOUS

La transformation des systèmes alimentaires nécessitera des changements majeurs dans notre alimentation mais la responsabilité de cette transition ne peut être laissée aux seul-e-s consommateurs-trices ; des mesures sont nécessaires pour remodeler les environnements alimentaires qui incitent et permettent le choix des consommateurs-trices. Les actions comprennent:

- Garantir la disponibilité d'aliments sûrs, sains et durables, en mettant en œuvre des normes minimales de production et d'approvisionnement, et en veillant à ce que les aliments achetés publiquement répondent à des objectifs plus ambitieux.
- Améliorer le coût de la nourriture saine en réorientant les subventions et les futurs investissements (tous deux dans les systèmes alimentaires) pour donner la priorité à ces options, et en fournissant un soutien ciblé aux consommateurs-trices vulnérables.
- Soutenir l'accès à des aliments sains et durables en repensant l'écosystème de l'information aux consommateurs-trices, par exemple par un étiquetage clair et concis sur le devant des emballages, et la réglementation contre le marketing trompeur ou préjudiciable.



DÉVELOPPER DES CADRES DE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE INCLUSIFS ET AMBITIEUX

L'ampleur de la transformation nécessaire requière de repenser radicalement la gouvernance des systèmes alimentaires, pour qu'elle soit au service des personnes et de la planète plutôt que du profit. Les actions comprennent :

- Élargir la diversité de voix dans la gouvernance alimentaire, en particulier à celles qui dépendent le plus des systèmes alimentaires, comme les producteurs-trices et les consommateurs-trices. Une gouvernance véritablement inclusive devra être accessible, démocratique et responsable.
- Établir des mécanismes de gouvernance des systèmes alimentaires transversaux, par la mise en place de nouvelles autorités ou de nouvelles stratégies nationales, qui chercheront à aligner les différentes priorités et domaines de gouvernement, et pourront ainsi aborder les systèmes alimentaires dans leur intégralité.
- Mettre en œuvre des cadres décisionnels centrés sur le bien-être social et environnemental, afin d'établir des pratiques exemplaires claires pouvant guider les décisionnaires politiques, les entreprises et les consommateurs-trices.

Ces solutions inclusives et transversales doivent être sur la table tant au niveau national qu'international - de la COP27 et de la COP28 aux voies de transformation nationales émergeant du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires, et bien au-delà. Il ne sera pas suffisant de relever de manière ponctuelle les défis croisés auxquels seront confrontés les systèmes alimentaires ; l'appui aux consommateurs-trices et aux autres groupes clés à travers des crises actuelles et futures signifiera aussi accorder plus d'attention aux droits et aux besoins des personnes.

En agissant maintenant, un futur système alimentaire répondant aux besoins des hommes et de la planète est à portée de main ; si nous tardons, ces crises continueront d'interagir et de se multiplier, provoquant de nouvelles souffrances partout dans le monde.



**CONSUMERS
INTERNATIONAL**

TRAVAILLONS ENSEMBLE
POUR LE CHANGEMENT

Consumers International rassemble plus de 200 organisations membres réparties dans plus de 100 pays aux fins de renforcer et défendre les droits des consommateurs partout dans le monde. Nous représentons leurs voix dans les forums internationaux destinés à l'élaboration de politiques et sur le marché mondial afin de leur garantir un traitement sûr, équitable et honnête.

Consumers International est une organisation caritative (n° 1122155) et une société à but non lucratif à responsabilité limitée par garantie (n° 04337865) immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles.

consumersinternational.org

[@consumers_int](https://twitter.com/consumers_int)

[f /consumersinternational](https://www.facebook.com/consumersinternational)